

# Positionspapier

**Initiator\*innen:** Comité Directeur de la JS Suisse (beschlossen am: 11.01.2023)

**Titel:** Plateforme électorale de la JS Suisse – élections fédérales 2023

## Antragstext

### **A: Pour une politique climatique sociale !**

La crise climatique est la plus grande crise de notre temps. Les émissions de CO2 ne cessent d'augmenter, ce qui a pour conséquence des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des sécheresses, des feux de forêts ou encore des ouragans, de plus en plus fréquents et violents. Les catastrophes que nous avons vues ces dernières années ne feront que de se renforcer à l'avenir. La crise climatique menace notre existence et l'avenir de l'humanité sur cette planète.

Le « Sud global » est touché de plein fouet par la crise. Des millions de personnes doivent quitter leur lieu de vie, rendu inhabitable par la crise climatique, et de nombreuses autres sont déjà décédées des suites de la crise. Les groupes sociaux déjà opprimés et discriminés, tels que les femmes, les personnes précarisées, les personnes handicapées ou encore les personnes racisées, sont particulièrement touchées. C'est pourquoi notre réponse doit être intersectionnelle et permettre la convergence des luttes.

Le « Nord global » profite de l'exploitation du « Sud global », que ce soit par l'exploitation des ressources naturelles ou de la population locale, et continue ainsi d'alimenter la crise climatique. La Suisse profite massivement de cette injustice. Ainsi, la place financière investit des milliards dans les énergies fossiles alors que les multinationales qui ont leur siège en Suisse ne se gênent pas pour exploiter des gens et des ressources dans le « Sud global », empochant ainsi des milliards.

Toutefois, nous attendons encore de voir une politique climatique efficace. Ces

24 dernières années, la réponse de la Suisse à la crise climatique s'est limitée à  
25 la responsabilité individuelle et à l'innovation. Or, la crise climatique n'est  
26 pas causée par le comportement d'individus, elle est systémique. En effet, une  
27 véritable protection du climat est impossible dans le capitalisme, car le profit  
28 est toujours placé au-dessus de tout.

29 Nous avons urgemment besoin d'une autre politique climatique. Au lieu de faire  
30 payer la majorité de la population avec des taxes incitatives, il faut faire  
31 payer les profiteuse·eurs de la crise climatique : les ultra-riches. Quant aux  
32 mesures financées, elles doivent elles aussi être socialement justes. Il serait  
33 inadmissible que des gens perdent leur travail ou doivent payer des loyers plus  
34 élevés en raison de mesures de protection du climat. Nous voulons une politique  
35 climatique sociale, qui améliore la vie des 99% !

36 Pour éviter les pires conséquences de la crise climatique et se donner la chance  
37 d'avoir un avenir, la Suisse doit attendre la neutralité carbone d'ici 2030.

38 Nous devons donc agir maintenant ! Nous avons urgemment besoin d'une politique  
39 climatique sociale et efficace, pour les 99% et pour notre avenir.

## 40 41 **Revendication 1 : des logements écologiques pour tous·tes** 42 **financés par un impôt sur les successions des ultra-riches**

43 La lutte contre la crise climatique est l'un des plus grands défis de  
44 l'humanité. Des changements sont nécessaires dans à peu près tous les domaines  
45 de nos vies. Cela représente un processus de transformation long et extrêmement  
46 coûteux. C'est aux personnes qui ont le plus profité de l'exploitation et de la  
47 destruction de notre planète de payer. Ce sont ces personnes qui, avec leur  
48 immense fortune accumulée sur plusieurs générations, continuent d'alimenter la  
49 crise climatique avec leurs investissements : les ultra-riches. Il est donc  
50 juste d'aller chercher l'argent pour protéger et réparer la planète auprès de  
51 ces personnes. C'est exactement ce que nous faisons avec notre « initiative pour  
52 l'avenir ». C'est ainsi que, avec un impôt sur les successions au-dessus d'une  
53 franchise de 50 millions, nous faisons payer les 2000 personnes les plus riches  
54 de Suisse.

55 L'argent ainsi obtenu nous permettrait de financer la rénovation énergétique de  
56 tous les logements en Suisse. Ainsi, avec des subventions pour le remplacement  
57 des chauffages, l'isolation des logements situés dans bâtiments anciens, la mise  
58 en place de panneaux solaires sur les toits et de nombreuses autres mesures,  
59 nous pourrions drastiquement diminuer les émissions de gaz à effet de serre  
60 issues du secteur du bâtiment. En finançant des dizaines de milliers de bourses  
61 pour la formation de monteuse·eurs, d'électricien·nes et d'autres  
62 travailleuse·eurs spécialisé·es, nous pourrions garantir que le personnel  
63 nécessaire sera à disposition. Enfin, le financement par un impôt sur les  
64 successions des ultra-riches nous permettrait de garantir que les locataires

65 n'aient pas à payer ces rénovation énergétiques. Notre but est simple : des  
66 logements écologiques pour tous·tes !

## 67 **Revendication 2 : une place financière durable sous contrôle** 68 **démocratique**

69 La place financière suisse est l'une des plus importantes au monde. Chaque  
70 année, des milliards de francs sont investis dans les énergies fossiles, ce qui  
71 contribue à alimenter la crise climatique. Les banques et les caisses de  
72 pensions s'enrichissent donc aux dépens de notre avenir ! Nous avons besoin  
73 d'une transformation en profondeur de notre système financier, afin qu'il  
74 fonctionne non plus pour enrichir les grandes entreprises et les ultra-riches  
75 mais pour le bien-être et l'avenir de tous·tes. Tant que la place financière  
76 sera dirigée par des investisseuse·eurs privé·es, elle ne pourra pas fonctionner  
77 dans l'intérêt de la majorité de la population. Une démocratisation complète de  
78 la place financière est donc une condition sine qua non pour que celle-ci puisse  
79 devenir écologique. Nous exigeons que la population puisse décider aux côté des  
80 employé·es de la stratégie des institutions financières. Dans cette optique, un  
81 « conseil démocratique des banques » élu par la population et les employé·es et  
82 représentatif de la population doit être mis en place et définir la stratégie  
83 des institutions financières suisses. Le système financier actuel ne permet pas  
84 une protection sérieuse du climat – pour cela, il faut plus de démocratie !

## 85 **Revendication 3 : pour une transformation écosocialiste de** 86 **l'économie**

87 Notre système économique est fondé sur la croissance illimitée et la  
88 maximisation du profit – et ce à tout prix. Le mythe de la possibilité d'une  
89 croissance illimitée est entretenu aux dépens des gens et de l'environnement.  
90 Les travailleuse·eurs sont exploité·es et l'environnement détruit, afin de  
91 permettre la maximisation des profits d'une petite minorité. Dans un tel  
92 système, une protection du climat efficace est impossible, tout comme une  
93 justice sociale à l'échelle mondiale. Jamais l'exploitation des  
94 travailleuse·eurs et de la planète ne pourront s'arrêter dans une économie de  
95 marché capitaliste. C'est pourquoi une transformation radicale et complète du  
96 système actuel est nécessaire, afin de mettre en place une planification  
97 démocratique et écologique de l'économie. Le seul moyen de surmonter la crise  
98 climatique est une transformation écosocialiste.

99 Au sein du Parlement, nous ne pourrons certes pas changer de système mais nous  
100 pourrons porter des revendications qui vont à l'encontre de la logique  
101 destructrice de maximisation du profit à court terme. Nous pourrons par exemple  
102 revendiquer une garantie minimale de 10 ans pour tous les biens durables et

103 semi-durables (vêtements, objets électroniques, etc.). Ainsi, les entreprises ne  
104 pourront plus avoir recours à des matériaux de mauvaise qualité, produire des  
105 biens irréparables ou encore à l'obsolescence programmée, tout cela pour  
106 maximiser leurs profits. Une autre revendication que nous pourrions porter est  
107 la nationalisation des grandes entreprises et leur placement sous contrôle  
108 démocratique, afin de garantir une production écologique et socialement juste.  
109 Pour aller plus loin :

- 110 • [Sortons de la crise climatique : une vie épanouissante pour toutes et tous](#)  
111 [!](#)
- 112 • [System change not climate change, ce que la Suisse doit faire contre la](#)  
113 [catastrophe climatique : la prospérité collective au lieu de profit privé](#)
- 114 • [Loi CO2 : il faut une politique pour les 99% et pas contre elles et eux](#)
- 115 • [Résolution sur le mouvement de la Grève du Climat](#)

#### 116 **Sous-thème 1 : Travailler moins, travailler mieux et** 117 **tous·tes – de manière écologique**

118 Pour construire une société écologique, nous devons transformer en profondeur  
119 l'ensemble de l'économie. Les activités polluantes doivent être transformées de  
120 manière à être respectueuses de l'environnement. Les secteurs qui ne peuvent pas  
121 l'être – tels que ceux des énergies fossiles, de l'automobile ou de l'aviation –  
122 doivent être partiellement ou totalement fermés. Toutefois, il n'est pas  
123 question que cela se fasse sur le dos des travailleuse·eurs de ces secteurs.  
124 C'est pourquoi des programmes de reconversion écologique doivent être mis en  
125 place à grande échelle, avec des formations continues ainsi que des garanties de  
126 revenus pour les personnes qui ne retrouveraient pas de travail. Pour faire face  
127 à la crise climatique, l'État doit créer de nombreux emplois écologiques, par  
128 exemple dans le domaine des énergies renouvelables ou dans celui de la  
129 rénovation énergétique des bâtiments. Enfin, le temps de travail doit être  
130 réduit radicalement afin de lutter contre la surproduction et éviter des  
131 émissions dues aux activités productives. Cette réduction permettrait également  
132 de mieux partager le travail et de lutter contre le chômage. Pour les revenus de  
133 moins de 7500 CHF, cette réduction ne doit pas entraîner de baisse de salaire.  
134 Pour aller plus loin : Travailler pour vivre et non vivre pour travailler

#### 135 **Sous-thème 2 : Pour des transports écologiques, collectifs** 136 **et efficaces !**

137 Le secteur des transports est aujourd'hui le secteur le plus polluant en Suisse.  
138 Ainsi, il est responsable de près d'un tiers de émissions domestiques. Il est  
139 donc urgent de tourner le dos au transport individuel motorisé et aux moteurs à  
140 combustion. Mais il n'est pas question que cela entraîne des coûts  
141 supplémentaires pour la population ou que cela contribue à l'isolement des  
142 personnes habitant dans les régions périphériques. À court terme, nous exigeons  
143 une interdiction de construction de nouvelles autoroutes ainsi qu'une  
144 interdiction du transport motorisé individuel dans les hypercentres.  
145 Parallèlement, une extension massive du réseau de transports publics et une  
146 augmentation de la fréquence est nécessaire. Les transports publics régionaux  
147 doivent être gratuits et le reste des transports publics abordable afin de ne  
148 pas constituer une charge financière supplémentaire pour les ménages et  
149 accélérer le transfert modal. De plus, un réseau de trains de nuit à destination  
150 de toute l'Europe doit être mis sur pied, afin de remplacer les vols court et  
151 moyen-courrier. En ce qui concerne la mobilité douce, le réseau de pistes  
152 cyclables doit être massivement étendu et les centres urbains doivent être  
153 piétonisés et végétalisés.

### 154 **Sous-thème 3 : Sortir des énergies fossiles, maintenant !**

155 Face à la crise climatique, nous devons urgemment sortir des énergies fossiles.  
156 Pour éviter le pire, cela doit être fait d'ici 2030. Il est donc nécessaire de  
157 mettre en place immédiatement un plan de développement massif des énergies  
158 renouvelables et de leur capacité de stockage. Dans ce cadre,  
159 l'approvisionnement énergétique doit être en premier lieu du ressort de l'État :  
160 il doit être financé de manière publique, planifié et contrôlé de manière  
161 démocratique ! Le marché est incapable d'organiser la transition énergétique  
162 urgemment nécessaire – et encore moins de manière socialement juste. Pour la  
163 mettre en œuvre, nous avons besoin d'investissements à hauteur de milliards et  
164 de prix progressifs pour l'énergie, qui garantissent une énergie abordable pour  
165 la majorité de la population et rendent la consommation de luxe plus chère.  
166 Enfin, des moyens doivent être mis à disposition pour la formation de plusieurs  
167 dizaines de milliers personnes dans ce domaine, par exemple pour l'installation  
168 des panneaux solaires.

169 *Pour aller plus loin : Pénurie d'énergie : [les 99% ne doivent pas subir les](#)*  
170 *[conséquences des erreurs de la droite](#)*

### 171 **Sous-thème 4 : Pour une production alimentaire locale et** 172 **écologique !**

173 L'agriculture est un domaine absolument fondamental de toute société puisqu'il  
174 nous permet de satisfaire le besoin de base qu'est se nourrir. Il est

175 aujourd'hui responsable de 14% des émissions de CO2 domestiques. Toutefois,  
176 comme une partie importante de la nourriture consommée en Suisse est produite à  
177 l'étranger, l'impact écologique de la consommation alimentaire est en réalité  
178 nettement plus important. Face à la crise climatique, l'ensemble du secteur  
179 agricole doit se convertir à un mode de production écologique (agroécologie), ce  
180 qui exige une mise à disposition de moyens aux paysan·nes afin de permettre  
181 cette conversion. Cette conversion implique une fermeture des grandes  
182 exploitations et une relative désintensification de l'agriculture, en misant sur  
183 plus de gens dans les champs au lieu de toujours plus de machines et de  
184 produits. De plus, elle nécessite une limitation de l'élevage et de la  
185 production de viande. C'est pourquoi, l'élevage doit être exclu dans les espaces  
186 où une production alimentaire végétale serait possible. La production  
187 alimentaire doit également être relocalisée, les circuits courts privilégiés et  
188 la souveraineté alimentaire mise en œuvre. Concrètement, cela signifie une  
189 protection de la production alimentaire locale, des liens directs entre  
190 paysan·nes et mangeuse·eurs, ainsi que des meilleures conditions de travail pour  
191 les paysan·nes. Enfin, les prix des denrées alimentaires doivent être  
192 accessibles pour tous·tes, afin que tout le monde puisse avoir accès à une  
193 alimentation locale, bio et saine.  
194 Pour aller plus loin :

- 195 • [Solidaire et socialiste : pour l'agriculture de demain](#)
- 196 • [L'alimentation et l'agriculture nous concernent toutes et tous](#)
- 197 • [Libre-échange avec l'Indonésie : une nouvelle absurdité pour la cupidité](#)  
198 [des 1%](#)
- 199 • [Non à l'accord avec le Mercosur](#)

## 200 **Sous-thème 5 : Pour une justice climatique internationale !**

201 Les populations du « Sud global » sont d'ores et déjà durement touchées par la  
202 crise climatique et cette tendance va fortement s'accroître durant les années à  
203 venir. Ceci alors même que ce sont précisément les personnes les moins  
204 responsables de cette crise. C'est pourquoi nous exigeons l'annulation de la  
205 dette des pays du « Sud global » envers la Suisse. Ainsi, aujourd'hui les pays  
206 du « Sud global » doivent s'acquitter de dettes faramineuses envers les pays du  
207 « Nord global », ce qui les empêche d'investir dans la lutte contre la crise  
208 climatique et l'adaptation vis-à-vis de celle-ci. Toutefois, une simple  
209 annulation de la dette ne suffit pas : la Suisse et les pays du « Nord global »  
210 doivent également fournir des moyens financiers aux pays du « Sud global » pour

211 lutter contre et s'adapter à la crise climatique. Dans ce cadre, la Suisse doit  
212 verser au moins un milliard de franc par année aux pays du « Sud global ».  
213 Enfin, comme la crise climatique est en train de rendre des régions entières du  
214 globe inhabitables, celle-ci doit être reconnue comme motif pour obtenir  
215 l'asile.

216 Pour aller plus loin :

- 217 • [Halte à l'exploitation du Sud Global !](#)
- 218 • [Pour une justice climatique internationale, abolissons la dette souveraine](#)  
219 [des pays du Sud Global](#)

## 220 **B : Pour une économie des 99% !**

221 Tous les biens et services que nous produisons le sont aujourd'hui dans le cadre  
222 d'une économie capitaliste : toi et moi travaillons et créons ainsi de la  
223 richesse, mais les "outils" que nous utilisons et les entreprises au sein  
224 desquelles nous travaillons ne nous appartiennent pas. Ainsi, les bénéfices  
225 créés ne vont pas dans le porte-monnaie des travailleuse·eurs, mais dans la  
226 poche des patron·nes et actionnaires. Ces dernière·ers cherchent continuellement  
227 à maximiser leurs profits, et vont pour cela tenter de produire plus pour vendre  
228 moins cher. Comment ? En exploitant les ressources naturelles, les pays du « Sud  
229 global »

230 et les travailleuse·eurs. Cela résulte d'abord en d'énormes inégalités : en  
231 Suisse, 1% le plus riche possède 44% des richesses ! Et à l'échelle mondiale, la  
232 colonisation des pays du « Sud global » par ceux du « Nord global » pour des  
233 motifs capitalistes a introduit des grandes différences de développement  
234 économique et de niveaux de vie dont souffrent aujourd'hui encore les  
235 populations du « Sud global ». Le colonialisme de hier n'a toutefois pas disparu  
236 : il s'est transformé en des relations de dépendance économique, politique,  
237 militaire et culturelle. Le but est le même : des profits, toujours plus de  
238 profits pour les ultra-riches.

239 Mais si cette course à l'enrichissement est infinie, le monde et ses ressources  
240 ne le sont pas. La crise climatique actuelle bien est la conséquence directe du  
241 système de production capitaliste, et c'est toujours aux 99% d'en subir les  
242 conséquences négatives. Inflation, crises économiques ou crise climatique ne  
243 sont pas des "erreurs de parcours", mais dans la nature même du capitalisme.  
244 Il est aujourd'hui possible de changer de système et de faire enfin passer nos  
245 besoins avant leurs profits. Et il est urgent de transformer radicalement notre  
246 façon de nous organiser pour couvrir nos besoins car notre avenir est menacé par  
247 la crise climatique. Nous voulons une autre économie, une économie basée sur les  
248 besoins des gens et les capacités de l'environnement ! Nous voulons une économie  
249 solidaire qui répartit le travail du care de manière juste en son sein. Nous

250 voulons une économie où toutes les personnes soient libres de travailler comme  
251 elles le désirent. Nous voulons une économie qui produise mieux, en fonction de  
252 ce dont on a besoin, et non toujours plus. Nous voulons une économie qui puisse  
253 garantir une vie épanouissante pour tou·tes !

254 Revendication 1 : La formation n'est pas un luxe : pour une rémunération digne  
255 des apprentissages et des stages !

256 Qu'un·e jeune décide de suivre une formation professionnelle ou une formation  
257 gymnasiale/universitaire, son but est de trouver ensuite un emploi pour pouvoir  
258 payer ses factures une fois adulte. Mais le chemin entre la fin de  
259 l'enseignement obligatoire et une place de travail stable est souvent précaire  
260 pour les personnes qui n'ont pas le privilège de pouvoir compter sur le soutien  
261 financier de leurs parents. Cela doit changer car la formation n'est pas un luxe  
262 !

263 Les apprenti·es reçoivent des salaires de misère alors qu'iels fournissent du  
264 travail précieux pour les entreprises formatrices. Les contrôles effectifs des  
265 conditions d'apprentissage manquent encore. Concernant les stagiaires, leur  
266 salaire moyen s'approche des 2000 francs, soit en dessous du seuil de pauvreté  
267 et sans parler des stages non-rémunérés. Alors qu'il est de plus en plus attendu  
268 des jeunes de faire des stages afin d'avoir une chance de trouver un emploi,  
269 iels n'ont même pas la certitude d'être rémunéré·es.

270 Nous voulons enfin une rémunération digne des apprenti·es et stagiaires ! Nous  
271 voulons une garantie d'emploi pour les stagiaires et apprenti·es à l'issue de  
272 leurs formation. Les stages et les apprentissages doivent enfin bénéficier de  
273 conditions de travail justes, avec un encadrement adéquat permettant une réelle  
274 formation des apprenti·es et stagiaires.

275 **revendication 2 : L'argent ne travaille pas, toi si ! Taxer**  
276 **davantage les revenus du capital.**

277 Les politiques néolibérales des dernières décennies ont permis à la minorité la  
278 plus riche de la population de s'enrichir de plus belle : elles ont grandement  
279 démonté les mécanismes fiscaux qui permettent à l'État de lutter activement  
280 contre les inégalités de richesses. Nous voulons donc une politique fiscale  
281 juste qui profite aux 99% et non aux ultra-riches et aux multinationales !  
282 Pour ce faire, nous voulons enfin taxer davantage les revenus du capital, comme  
283 les dividendes et les bénéfices sur action. Alors que les 99% créent la  
284 prospérité de notre société avec leur travail, les patron·nes et les  
285 actionnaires s'enrichissent seulement grâce à leur argent, gagné sur le dos des  
286 99 %. Il est grand temps que ces revenus obtenus sans rien faire soient taxés 1  
287 fois et demi plus que les revenus du travail, comme le voulait l'initiative 99%.

288

289 **revendication 3 : Pour une économie sociale et écologique**  
290 **planifiée démocratiquement !**

291 Aujourd'hui, nous vivons dans un système économique basé sur le profit à court  
292 terme et la croissance illimitée de la production. Ce système fonctionne  
293 uniquement dans l'intérêt d'une petite minorité de la population. Il a pour  
294 conséquence une exploitation des gens et des ressources naturelles. Nous voulons  
295 mettre fin à ce système inégalitaire et destructeur et construire une économie  
296 pour les 99% par les 99 % grâce à une planification écologique et sociale !  
297 Nous ne pouvons plus tolérer que des entreprises surpuissantes décident de ce  
298 qui est produit et inondent notre société d'une quantité non-nécessaire de biens  
299 polluants et de basse qualité. Nous voulons décider ensemble à différentes  
300 échelles de ce qui est produit et comment, afin de satisfaire les besoins de  
301 l'ensemble de la population, tout en respectant les capacités de  
l'environnement.

302 **Sous-thème 1 : Des meilleures conditions de travail pour**  
303 **tous·tes !**

304 Dans le système capitaliste dominant, on comprend généralement le travail comme  
305 les heures quotidiennes que beaucoup d'entre nous passent à travailler comme  
306 salarié·es dans une entreprise. Mais ce n'est pas que lorsqu'on gagne de  
307 l'argent que l'on travaille : le travail desoin (travail de care) représente  
308 encore plus de temps que le travail salarié, et il est aujourd'hui encore abattu  
309 à 60% par les femmes. Nous voulons donc réduire le temps de travail à salaire  
310 égal pour vivre mieux, lutter contre la crise climatique et partager le travail  
311 du care non-rémunéré de façon plus égalitaire ! Réduire le temps de travail  
312 permettrait également de mieux répartir les profits générés par l'augmentation  
313 récente de la productivité, profits qui vont en majorité dans la poche des plus  
314 riches et non des personnes qui ont travaillé pour les créer.

315 Le travail de soin est non seulement systématiquement invisibilisé et  
316 dévalorisé, il est aussi extrêmement mal réparti. Ainsi, le travail de soin  
317 tombe encore trop souvent sur les épaules des femmes, alors que prendre soin,  
318 c'est la responsabilité de chacun·e. Mais nous manquons aujourd'hui non  
319 seulement de temps, mais aussi d'infrastructures collectives qui nous permettent  
320 de partager ces tâches de manière volontaire. Que ce soit des garderies entre  
321 voisin·es, des cantines populaires ou des maisons de quartier, nous avons besoin  
322 d'espaces collectifs adéquats pour mieux partager les tâches de travail du care  
323 !

324 En ce qui concerne le travail salairé, de nombreuses personnes ont de la peine à  
325 finir leur mois avec leur salaire actuel. Loyer, formation continue,  
326 alimentation, loisirs, prime d'assurance maladie, facture d'électricité,  
327 vacances... Les coûts de la vie sont hauts, et particulièrement pour les personnes

328 issues des classes populaires et de groupes minorisés. Pour couvrir ces coûts,  
329 la majorité des gens doivent travailler, et ce travail est précieux : il est la  
330 base de notre vie en société et de la création de valeur. En conséquence,  
331 personne en Suisse ne devrait gagner un salaire inférieur à 5'000 francs. C'est  
332 aussi simple que ça.

333 La pandémie de coronavirus a mis un coup de projecteur sur les problèmes  
334 fondamentaux de notre système de santé, orienté par les profits : des sous-  
335 investissements chroniques et un manque important de personnel soignant.  
336 L'initiative pour les soins infirmiers doit enfin être appliquée justement ! Les  
337 conditions de travail dans les métiers des soins doivent être radicalement  
338 améliorées pour que les personnes nouvellement formées puissent prodiguer des  
339 soins suffisants et de qualité.

340 Enfin, dans un contexte où le stress au travail est souvent fort, il est  
341 primordial d'avoir du temps pour se reposer, pour soi et pour ses proches. C'est  
342 pourquoi nous exigeons six semaines de vacances pour tous·tes les  
343 travailleuse·eurs. L'un des avantages de l'augmentation des semaines de vacances  
344 est une meilleure compatibilité entre le travail et la famille, rendue  
345 nécessaire par l'entrée massive et durable des femmes dans la vie active.

## 346 **Sous-thème 2 : une redistribution des richesses aux 99 % !**

347 Travail des enfants, déforestation, pollution des rivières ou exploitation de  
348 mines dangereuses : les multinationales n'ont souvent aucune scrupule quand il  
349 s'agit de maximiser leurs profits. Exploitant les pays du « Sud global », elles  
350 se créent un avantage concurrentiel grâce à un système capitaliste qui leur  
351 permet de générer des milliards de dollars. Nous voulons que les entreprises  
352 multinationales dont le siège social est en Suisse soient enfin tenues  
353 responsables de leurs actes. Le minimum à faire est de respecter les droits  
354 humains et les normes environnementales ! L'impunité des multinationales, c'est  
355 fini !

356 Alors que les multinationales se moquent des droits humains dans le « Sud global  
357 », les entreprises cherchent également à minimiser leurs coûts de production en  
358 Suisse. Ainsi, les rares salaires minimums cantonaux existants sont attaqués par  
359 une droite bourgeoise qui ne connaît pas les difficultés à boucler ses fins de  
360 mois, ceci alors que les écarts salariaux entre le plus bas et le plus haut  
361 salaires au sein des entreprises suisses continuent d'augmenter. Nous voulons  
362 donc la limitation des plus hauts salaires dans une entreprise à une hauteur  
363 correspondant au maximum à 5 fois le plus bas salaire.

364 Quant aux collectivités publiques, elles se livrent à une concurrence fiscale  
365 intercantonale, qui n'est rien d'autre qu'une véritable course vers le bas au  
366 détriment des 99 % : les cantons pratiquent des taux d'imposition très  
367 différents mais toujours plus bas pour attirer les multinationales et les ultra-  
368 riches. Résultat : certains cantons imposent des mesures d'austérité et des  
369 coupes dans les services publics. Il est grand temps d'introduire des mesures

370 d'harmonisation fiscale à l'échelle suisse ! La péréquation financière, soit la  
371 solidarité entre cantons, doit également être renforcée au bénéfice des cantons  
372 périphériques.

### 373 **Sous-thème 3 : pour un Etat social fort !**

374 Lutter contre les inégalités passe d'un côté par le fait d'aller chercher  
375 l'argent auprès des plus riches, et de l'autre côté par sa redistribution dans  
376 les services publics, les assurances sociales ou les retraites. Pour une  
377 économie forte, au service de tou·tes et de l'environnement, nous avons besoin  
378 d'un Etat social fort dans toutes les régions de Suisse. Que ce soit les  
379 crèches, l'éducation, la santé ou les transports publics, les services publics  
380 doivent être assurés directement par l'Etat, être abordables et déterminés par  
381 les besoins de la population.

382 La santé de la population est en danger depuis que les intérêts des assurances  
383 maladies privées ont pris le dessus sur la santé publique. Primes qui s'envolent  
384 et économies sur le dos des personnes les plus vulnérables et du personnel de  
385 santé à cause de la libre concurrence : nous voulons mettre fin à cela et  
386 introduire une caisse maladie unique et populaire ! Nous voulons également une  
387 prise en charge totale, sans franchise et sans quote-part, des frais de santé  
388 mentale, de santé sexuelle et de soins dentaires.

389 Pour aborder la retraite de manière digne également, le système de retraites  
390 doit être repensé pour couvrir les besoins de tou·tes. La gestion interne des  
391 caisses de pensions, bien que souvent formellement démocratique, ne l'est que  
392 rarement dans les faits. Nous voulons créer une caisse de pension populaire,  
393 gérée de manière publique, fusionnant le premier et le deuxième pilier, financée  
394 par solidarité et garantissant une rente d'au moins CHF 4'000.- à tou·tes.

### 395 **Sous-thème 4 : un logement abordable pour tou·tes**

396 Garantir un toit sur la tête de chacun·e est une des missions fondamentales que  
397 l'économie devrait assurer. Pourtant, seulement 40% des gens en Suisse possèdent  
398 leur logement. Les autres le louent et sont contraint·es de payer jusqu'à 35 %  
399 de leur revenu pour se loger. Et une grande partie des profits des propriétaires  
400 est illégale : les loyers sont 40% trop chers par rapport à la limite légale des  
401 rendements locatifs. Nous voulons l'introduction de contrôles effectifs et  
402 l'interdiction des profits sur nos logements !

403 De plus, au moins 2 200 personnes sont actuellement sans abri en Suisse. Se  
404 loger dignement ne doit pas être un privilège, mais un droit ! Des logements  
405 sociaux et d'urgence doivent être mis à disposition de toute personne dans le  
406 besoin, en particulier dans les villes. Les expulsions doivent être interdites,  
407 et la Confédération doit investir dans la réinsertion en société des personnes  
408 en détresse.

409 Face à la crise climatique, il ne suffit pas que chacun·e ait accès à un  
410 logement abordable, encore faut-il qu'il soit écologique. Un logement  
411 écologique, c'est un logement qui garantit une consommation énergétique durable,  
412 un accès aux services publics et qui permette le vivre-ensemble. Pour ce faire,  
413 les propriétaires doivent garantir la rénovation des logements sans que les  
414 coûts puissent être répercutés sur les locataires ou que suive une résiliation  
415 de bail. Et nous voulons que l'État fournisse une aide à l'accès à la propriété  
416 pour les personnes désirant créer des coopératives de logement.

417  
418

## **C : Refugees are welcome here!**

419 Les mécanismes migratoires sont multiples et complexes, tout comme leurs causes.  
420 Toutefois, une analyse de ceux-ci permet de mettre en évidence certaines  
421 dynamiques communes.

422 Avec leur dumping fiscal, la Suisse et d'autres pays du « Nord global »  
423 favorisent la fuite des capitaux. Pour échapper à la pauvreté induite par le  
424 système, de nombreuses personnes sont forcées à fuir et suivre le capital là où  
425 il s'accumule en raison du système économique capitaliste et de la colonisation  
426 en lien avec celui-ci : dans le « Nord global ». La recherche de profits du 1 %  
427 le plus riche est responsable de conflits armés dans le monde entier. Souvent,  
428 les conflits portent sur des territoires et ressources exploités par des  
429 multinationales. Au sein d'un système capitaliste, ce ne sont donc pas seulement  
430 les gens qui sont exploités mais aussi l'environnement, ce qui alimente la crise  
431 climatique. La destruction de l'environnement qui en résulte sape les bases  
432 existentielles de nombreuses personnes et la migration devient alors souvent  
433 leur seule chance de survie.

434 Le fondement de la migration forcée est donc le système capitaliste. Mais cela  
435 ne s'arrête pas là : ce système exerce également une influence directe sur la  
436 perception de la migration au sein de la société. Ainsi, les personnes  
437 appartenant aux classes sociales supérieures ont le privilège de pouvoir choisir  
438 librement leur domicile et d'être désignées comme « expats ». À l'inverse, les  
439 personnes qui n'ont pas de moyens financiers sont obligées de prendre de grands  
440 risques pour garantir leur survie.

441 Durant la dernière décennie en particulier, la migration a été transformée en un  
442 prétendu problème de sécurité pour l'Europe dans le débat public. Ce cadrage  
443 légitime la militarisation des frontières extérieures de l'UE et la violence  
444 envers les réfugié·es. Dans notre société actuelle, les droits, les conditions  
445 de vie et les chances d'une personnes sont déterminées par son lieu de  
446 naissance. Les frontières servent à créer des inégalités et à les légitimer  
447 ainsi qu'à diviser les travailleuse·eurs. Nous combattons toute forme de  
448 frontières nationales.

449 En Suisse, il y a de graves dysfonctionnements dans le domaine de la migration.

450 Les campagnes racistes fondées sur la peur font partie du quotidien politique.  
451 Les services de sécurité et le personnel d'accompagnement des requérant·es  
452 d'asile sont de plus en plus souvent remplacé·es par des grandes entreprises  
453 privées non qualifiées. Bien trop peu de moyens sont mis à disposition pour des  
454 hébergements et un accompagnement dignes. Les personnes qui en souffrent sont  
455 justement celles qui sont venues ici à la recherche d'une vie meilleure et d'un  
456 avenir. Prenons enfin notre responsabilité au sérieux en tant que société et  
457 offrons à tout le monde une vie digne !

## 458 **Revendication 1 : Droit de vote et d'éligibilité pour toutes** 459 **Les personnes vivant en Suisse**

460 La démocratie est absolument centrale pour une société où les gens sont libres.  
461 De la même manière que nous nous engageons pour une gestion démocratique de  
462 toutes les entreprises par les travailleuse·eurs, nous nous engageons pour une  
463 société organisée de manière fondamentalement démocratique à tous les niveaux.  
464 En Suisse, il existe de grands déficits en ce qui concerne la participation  
465 démocratique de la population. Un peu plus de 50 ans après l'introduction du  
466 droit de vote et d'éligibilité des femmes, une part non négligeable de la  
467 population reste exclue du débat démocratique. Ainsi, plus d'un quart des  
468 personnes vivant en Suisse n'ont pas de passeport suisse. Bien qu'une grande  
469 partie de la population issue de la migration vive en Suisse depuis des années,  
470 y travaille et soit soumise aux mêmes obligations que la population disposant du  
471 droit de vote et d'éligibilité, elle reste exclue de toute forme de  
472 participation politique. Plus de 2,2 millions de personnes doivent donc laisser  
473 les autres décider pour elles sans avoir leur mot à dire.  
474 Pour nous, toutes les personnes devraient pouvoir participer aux décisions à  
475 l'endroit où elles vivent. Certains cantons et communes, avant tout en Romandie,  
476 ont déjà accordé le droit de vote et d'éligibilité à tous·tes leurs habitant·es.  
477 Nous exigeons que toutes les personnes domiciliées en Suisse depuis un an aient  
478 le droit de vote et d'éligibilité, peu importe leur permis de séjour.

## 479 **Revendication 2 : naturalisation automatique**

480 En Suisse, le taux de naturalisation est bas, et ce de manière stable. Plusieurs  
481 raisons expliquent cela, dont l'obligation d'abandonner sa nationalité d'un  
482 autre État (selon le pays) lors de la naturalisation. Toutefois, la raison  
483 principale en est que la naturalisation est un processus coûteux, parcouru de  
484 racisme et donc largement inaccessible.  
485 Depuis des années, les partis bourgeois multiplient les obstacles financiers et  
486 administratifs à la naturalisation. Même des personnes dont la famille est en  
487 Suisse depuis trois ou quatre générations doivent suivre un processus de

488 naturalisation laborieux pour obtenir la nationalité suisse. Dans de nombreuses  
489 communes, l'assemblée communale continue de décider directement des  
490 naturalisations. À plusieurs reprises, des naturalisations ont été refusées en  
491 raison de différends personnels ou de préjugés xénophobes et racistes – une  
492 situation intenable. Plus généralement, la naturalisation exige le dépôt d'une  
493 demande et son paiement, demande liée à des exigences élevées et une forte  
494 intrusion dans la vie privée des dépositaires de la demande. Ce processus  
495 arbitraire est démotivant et constitue un grand obstacle, surtout pour de  
496 nombreuses·x travailleuse·eurs.

497 Personne ne choisit son lieu de naissance – le destin de chacun est attribué au  
498 hasard. Celles·eux qui ont de la chance reçoivent une nationalité suisse et des  
499 droits... qui resteront pour toujours inaccessible à d'autres. Pour nous, il est  
500 clair que chaque personne qui vit ici et fait donc partie de la société doit non  
501 seulement avoir les mêmes obligations, mais aussi les mêmes droits. C'est  
502 pourquoi nous exigeons que toutes les personnes domiciliées en Suisse obtiennent  
503 automatiquement la nationalité suisse après 5 ans. De plus, les enfants nés en  
504 Suisse doivent également recevoir automatiquement la nationalité suisse. Il ne  
505 doit pas y avoir de conditions supplémentaires, tels que des examens ou des  
506 tests qui constitueraient un obstacle à disposer des mêmes droits.

### 507 **Revendication 3 : Pour un meilleur traitement des** 508 **requérant·es d'asile**

509 Lorsque la perspective d'un avenir sûr là où on vit n'est plus possible et que  
510 notre vie actuelle ne peut pas se poursuivre dans la sécurité physique,  
511 psychique et matérielle, la fuite vers un endroit sûr est inévitable. Que ce  
512 soit en raison d'une guerre ou de la famine, pour des raisons politiques,  
513 économiques ou en raison d'une catastrophe naturelle ne devrait pas importer.  
514 Chaque être humain doit être traité avec humanité.

515 Aujourd'hui, partout en Suisse, les requérant·es d'asile sont hébergé·es dans  
516 des bunkers, des infrastructures militaires isolées ou des bâtiments mal  
517 entretenus. Ces hébergements se caractérisent par un manque de sphère privée,  
518 d'hygiène et de place. Les majorités politiques de droite bourgeoise ne font  
519 preuve d'aucun humanisme. Sur la base d'une vision du monde xénophobe et  
520 raciste, iels décident de qui a le droit ou non d'être traité·e avec dignité  
521 selon son origine et son statut économique. Iels veulent investir aussi peu  
522 d'argent que possible dans l'asile et exclure au maximum les personnes  
523 concernées de l'espace public.

524 La dynamique de privatisation des services publics touche également le domaine  
525 de l'asile. L'accompagnement est avant tout vu comme un enjeu de sécurité et des  
526 entreprises privées de sécurité comme Securitas sont responsables de la gestion  
527 des hébergements. Le personnel de sécurité n'est pas ou mal formé pour le  
528 travail avec des personnes traumatisées et ne remplit pas la fonction dont les

529 réfugié·es auraient besoin. En particulier, les personnes FINTA (femmes,  
530 personnes inter, trans et agenres) ne sont pas protégées. Les violences envers  
531 les réfugié·es ne sont pas des cas isolés mais bel et bien structurelles.  
532 Nous exigeons des investissements supplémentaires massifs dans le domaine de  
533 l'asile, en faveur des réfugié·es. L'État doit prendre en charge la gestion des  
534 hébergements et des centres d'asile et employer du personnel qualifié pour  
535 soutenir les réfugié·es. Les hébergements doivent disposer de suffisamment de  
536 place pour une vie humaine avec de la lumière du jour, des espaces privés, une  
537 bonne hygiène et des possibilités de s'isoler.

### 538 **Sous-thème 1 : Combattre les causes de migration forcée de** 539 **manière sérieuse**

540 Pour justifier leur refus d'accueillir les migrant·es en Suisse, les partis du  
541 centre et de la droite répètent à l'envi qu'il faudrait plutôt aider les gens  
542 sur place. Avec des solutions allant de l'engagement humanitaire aux camps de  
543 réfugié·es en Afrique, iels veulent empêcher les gens de venir trouver refuge en  
544 Europe et cherchent à justifier leur propre politique anti-droits humains. Iels  
545 font cependant totalement abstraction des causes systémiques de la migration,  
546 dont le « Nord global » est responsable.

547 La logique du système veut que, pour que les riches puissent être riches, les  
548 pauvres doivent être pauvres. Pour échapper à cette pauvreté, de nombreuses  
549 personnes sont forcées de suivre les flux de capitaux et d'aller là où ceux-ci  
550 s'accumulent en raison du système économique capitaliste.

551 S'ajoute à cela la dimension impérialiste du capitalisme ; pour permettre au  
552 système la croissance sans laquelle il ne peut fonctionner, l'ouverture de  
553 nouveaux marchés pour écouler sa production est sans cesse nécessaire. Dans  
554 cette optique, les puissances capitalistes ne reculent pas même devant des  
555 conflits armés. Même pour des pays comme la Suisse qui ne sont pas directement  
556 impliqués dans ces guerres, celles-ci sont lucratives, par exemple grâce aux  
557 profits qu'ils tirent des exportations de matériel de guerre.

558 De plus, la croissance économique est directement liée à une plus forte  
559 consommation énergétique et à davantage d'émissions de gaz à effet de serre. Les  
560 conséquences de la crise climatique, mais aussi de la surpêche et de  
561 l'accaparement des terres sape les bases existentielles de millions de  
562 personnes, si bien que la migration devient leur unique solution pour se sortir  
563 de leur misère.

564 C'est pourquoi nous revendiquons un système fiscal juste et solidaire à  
565 l'échelle internationale qui mettrait fin à la course au dumping fiscal et à la  
566 fuite des capitaux. Les multinationales doivent être mises au pas et tenues pour  
567 responsables de la misère qu'elles engendrent ou dont elles profitent. Par  
568 ailleurs, nous exigeons une interdiction des exportations et du financement de  
569 matériel de guerre.

570 **Sous-thème 2 : De l'aide au lieu de la violence aux**  
571 **frontières extérieures de l'UE**

572 Les pushbacks illégaux, c'est-à-dire le refoulement violent et sans aucune  
573 procédure ou examen sérieux de leur motifs de fuite de réfugié·es cherchant un  
574 endroit sûr où vivre, font partie du quotidien de l'agence européenne de garde-  
575 frontières Frontex. Ces agissements sont légitimés par des affirmations racistes  
576 qui présentent les réfugié·es comme un « problème de sécurité pour l'Europe ».   
577 Les réfugié·es sont refoulé·es violemment aux frontières ou abandonné·es à leur  
578 sort en pleine mer. En conséquence de cela, au moins 44 000 personnes ont perdu  
579 la vie depuis 1993, bien que le chiffre exact soit difficile à évaluer en raison  
580 de nombreux décès non déclarés. Frontex est le symbole de cette forteresse  
581 Europe qui tue.

582 C'est pourquoi nous exigeons l'abolition immédiate de Frontex et la mise en  
583 place d'un soutien adapté aux réfugié·es dans une situation précaire à la place  
584 de ses agissements.

585 À long terme, nous voulons un monde dans lequel personne n'est forcé·e de fuir  
586 et où la migration n'est que volontaire. Dans notre société actuelle, les  
587 droits, les conditions de vie et les chances dépendent du lieu de naissance, qui  
588 lui-même ressort du hasard. Les frontières servent à légitimer les inégalités et  
589 à diviser les travailleuse·eurs. Aujourd'hui, les discours nationalistes servent  
590 à faire distraction des véritables racines des problèmes. Ainsi, en utilisant  
591 comme boucs émissaires les personnes vivant de l'autre côté du rideau fictif que  
592 sont les frontières, le système actuel fait obstacle à une organisation des  
593 travailleuses·eurs au-delà des frontières nationales. La lutte pour la liberté  
594 de mouvement et la lutte des classes sont donc inséparables de la lutte contre  
595 les idéologies nationalistes. Il est dès lors clair pour la gauche que toutes  
596 les formes de frontières et les lois qui les imposent doivent être combattues.  
597 Une utopie de gauche ne peut être qu'antinationaliste.

598 C'est pourquoi nous exigeons à long terme l'abolition de toutes les frontières  
599 et le dépassement du concept d'État-nation.

600 **Sous-thème 3 : Sécuriser les voies migratoires**

601 Lorsque la perspective d'un avenir sûr là où l'on vit n'est plus garantie et que  
602 notre vie actuelle ne peut pas se poursuivre dans la sécurité physique,  
603 psychique et matérielle, la fuite vers un endroit sûr est inévitable. Toutefois,  
604 en raison de l'absence de voies migratoires officielles et légales, les  
605 réfugié·es sont poussé·es dans l'illégalité et obligé·es à se mettre en danger.  
606 La situation est particulièrement précaire dans la mer Méditerranée. L'UE et les  
607 pays méditerranéens ont simultanément mis fin au sauvetage en mer, arguant que  
608 ce serait un facteur d'attraction – un argument qui a été démenti à de  
609 nombreuses reprises. En conséquence, les décès ont pris l'ascenseur de manière

610 dramatique. Rien qu'en 2022, les registres officiels recensent la mort de près  
611 de 2000 personnes en mer Méditerranée, chiffre en dessous de la réalité en  
612 raison des décès non répertoriés. La criminalisation croissante des ONG  
613 pratiquant le sauvetage en mer risque d'empirer encore la situation et de  
614 condamner des milliers de personnes innocentes supplémentaires à la mort dans  
615 les eaux de la Méditerranée.  
616 C'est pourquoi nous exigeons la légalisation complète des sauvetages en mer  
617 privés et la mise en place immédiate d'une mission de sauvetage étatique en mer  
618 Méditerranée. De plus, pour rendre la migration sûre, nous exigeons  
619 l'introduction de la possibilité de demander l'asile dans les ambassades des  
620 États suisse et de l'UE.

#### 621 **Sous-thème 4 : Mettre fin aux pratiques d'accueil** 622 **socialement injustes**

623 Le type de permis de séjour détermine le bien-être des migrant·es en Suisse. Il  
624 existe aujourd'hui pas moins de huit types différents de permis de séjour pour  
625 les personnes sans la nationalité suisse. Certains permis de séjour sont  
626 particulièrement problématiques ; ainsi, l'injuste « admission à titre  
627 provisoire » est avant tout octroyée aux réfugié·es issus de régions en guerre  
628 ou en crise qui font l'objet d'une décision de renvoi mais dont le renvoi serait  
629 illicite, inexigible ou matériellement impossible. Cette autorisation de séjour  
630 suggère un accueil à court terme, ce qui rend la situation des personnes  
631 concernées extrêmement difficile, en particulier lors de la recherche d'un  
632 emploi ou d'un logement. Ces personnes ne sont pas reconnu·es comme réfugié·es  
633 et elles sont sans cesse confrontées au danger d'être renvoyées.  
634 Pourtant, la Confédération a prouvé dans le cadre de la guerre en Ukraine qu'il  
635 serait possible de faire les choses autrement. Ainsi, les Ukrainien·es ont reçu  
636 un permis S, désignant les personnes à protéger. Celui-ci permet aux personnes  
637 fuyant un conflit armé d'obtenir rapidement un droit de séjour provisoire en  
638 Suisse ainsi qu'un droit au regroupement familial sans avoir besoin de passer  
639 par une procédure d'asile ordinaire. Cette procédure serait tout à fait possible  
640 dans le cadre d'autres guerres ou crises, mais n'a jamais été utilisée.  
641 Comme les personnes issues de régions en proie à des conflits ont un besoin tout  
642 particulier de protection, nous exigeons une abolition de l'admission à titre  
643 provisoire et l'activation du statut de protection S pour toute région en proie  
644 à des crises ou à des guerres.

#### 645 **Sous-thème 5 : Arrêter les renvois**

646 Les renvois forcés pratiqués en Suisse sont tout simplement inhumains. Les  
647 personnes qui sont illégales aux yeux du droit suisse peuvent être renvoyées en  
648 tout temps. À plusieurs reprises, des personnes sont décédées dans le cadre de

649 leur détention en vue de renvoi ou suite à leur renvoi dans le pays d'où elles  
650 ont fui.

651 Toutefois, ce ne sont pas seulement les renvois dans les pays d'où les personnes  
652 ont fui qui sont problématiques, mais aussi et surtout les renvois dans les «  
653 États tiers sûrs » – concept qui met les réfugié·es en danger et donne lieu à  
654 des violations systématiques des droits humains. Les pays européens, dont la  
655 Suisse, ont établi une liste (avec tous les pays de l'UE et certains pays hors-  
656 UE définis) désignant certains pays comme « sûrs » et y renvoyant les  
657 requérant·es d'asile qui sont passés par leur territoire sans même ouvrir de  
658 procédure d'asile. Or, en Grèce par exemple, aucun service de base n'est fourni,  
659 la situation dans les centres d'asile et de détention est tout simplement  
660 inhumaine et l'accès à des procédures d'asile fait défaut. D'autres pays, tels  
661 que la Hongrie ou la Bulgarie, violent régulièrement les droits humains des  
662 réfugié·es et négligent leur mission de protection mais sont tout de même  
663 classés comme États « sûrs ».

664 Plus de positions et d'informations sur ce thème :

- 665 • [En finir avec Triton et sauver des vies](#)
- 666 • [Pas de discrimination et de quota – sans compromis !](#)
- 667 • [Non au financement des pushbacks ! Personne n'est illégal·e !](#)
- 668 • [No Borders – no Nations](#)
- 669 • [Plan de mesures migration](#)
- 670 • [Soutien plutôt que criminalisation de l'aide d'urgence aux frontières](#)  
671 [extérieures de l'Europe !](#)

## 672 **D: Pour le tournant féministe !**

673 Les revendications féministes fondamentales sont étroitement liées à diverses  
674 sphères politiques. Il ne suffit pas de les considérer isolément : il convient  
675 de les intégrer de manière intersectionnelle dans les analyses politiques.  
676 Ainsi, l'économie féministe ne se contente pas d'éclairer certains aspects  
677 secondaires négligés des théories économiques classiques, mais permet, grâce à  
678 des perspectives critiques et féministes, des analyses plus précises de  
679 questions économiques pertinentes pour l'ensemble de la société. Les structures  
680 sociales et de pouvoir dominantes, comme le capitalisme et le patriarcat,  
681 s'alimentent mutuellement. Le système économique capitaliste ne pourrait pas

682 fonctionner sans les innombrables heures de travail du care non rémunéré, qui  
683 sont en grande partie effectuées par des personnes FLINTA. Le capitalisme fait  
684 croire, par le biais du patriarcat, que le travail du care, comme la garde des  
685 enfants, les soins aux malades ou la préparation des repas, est effectué par  
686 amour par des personnes FLINTA et ne doit donc pas être rémunéré, ou alors très  
687 peu. Le patriarcat est à son tour renforcé par le capitalisme (par ex. par la  
688 discrimination salariale ou les stéréotypes de genre qui reproduisent les  
689 rapports de pouvoir en vigueur). Tout comme le capitalisme, le patriarcat est un  
690 système qui sert à maintenir le pouvoir de quelques uns au détriment du plus  
691 grand nombre. La discrimination, la violence et l'oppression structurelle des  
692 personnes FLINTA sont l'expression des structures de pouvoir patriarcales et  
693 capitalistes dominantes.

694 Le capitalisme et le patriarcat doivent donc être combattus ensemble. Un  
695 féminisme intersectionnel défie les structures de pouvoir patriarcales  
696 dominantes, reconnaît l'existence de diverses formes de discrimination liées  
697 entre elles et les combat.

698 Nos revendications mettent en évidence les perspectives féministes et les  
699 besoins d'action dans les domaines sociaux les plus divers. Avec les  
700 revendications et les explications suivantes, nous ne prétendons en aucun cas  
701 être exhaustif·ves, mais nous mettons l'accent sur quelques champs d'action  
702 féministes existants et nous esquissons des solutions dans ces domaines. Vous  
703 trouverez des analyses, des positions et des revendications plus détaillées dans  
704 les papiers de position et les résolutions de la JS Suisse.

705

## 706 **Revendication 1: Garantir les droits à l'avortement et à** 707 **l'autodétermination physique !**

708 Le droit à l'autodétermination physique est l'une des avancées féministes les  
709 plus importantes. Il comprend l'accès à des offres de conseil et de soutien  
710 ouvertes aux femmes enceintes et la garantie d'une interruption de grossesse  
711 sûre et autodéterminée.

712 Ces dernières années, ce droit a toutefois été de plus en plus remis en question  
713 et attaqué par les milieux conservateurs et fondamentalistes de droite. Tant au  
714 niveau international qu'en Suisse, des efforts sont faits pour restreindre les  
715 droits à l'avortement. Nous nous défendons systématiquement contre de telles  
716 attaques. La JS Suisse combat de telles attaques : le droit à  
717 l'autodétermination physique n'est pas négociable.

718 Aujourd'hui, en Suisse, les avortements sont régis par le code pénal, sont  
719 considérés comme illégaux et ne sont dépenalisés que sous certaines conditions.  
720 L'avortement volontaire ne doit pas figurer dans le code pénal, mais être  
721 garanti comme droit constitutionnel. Nous exigeons que le droit à  
722 l'autodétermination physique, en particulier le droit à l'interruption

723 volontaire de grossesse, soit ancré dans la Constitution fédérale.  
724 De plus, il est essentiel de garantir de d'élargir l'accès à un conseil  
725 professionnel et neutre ainsi qu'à des prestations dans le domaine de la santé  
726 sexuelle. Pour cela, il est nécessaire d'augmenter les moyens financiers alloués  
727 aux centres de santé sexuelle et d'établir des critères officiels pour les  
728 centres de conseil, garantissant un conseil et un soutien professionnels, sans  
729 préjugés.

## 730 **Revendication 2: Des pensions plus élevées et une prévoyance** 731 **vieillesse féministe - pension populaire maintenant !**

732 Le système de retraite est un élément central de notre État social et doit  
733 garantir une vie digne dans la vieillesse. Mais le système actuel ne répond pas  
734 à cet objectif.

735 La pauvreté des personnes âgées est une réalité amère pour de nombreuses  
736 personnes en Suisse. Elle touche en particulier les personnes qui ont travaillé  
737 dans des secteurs à bas salaires ou à temps partiel. Les femmes représentent 2/3  
738 des personnes touchées par la pauvreté des personnes âgées, et sont donc plus  
739 touchées que la moyenne. Outre l'inégalité salariale et les secteurs féminins  
740 sous-payés, cela s'explique en premier lieu par le fait que de nombreuses femmes  
741 ont effectué pendant des années un travail du care non rémunéré. Élever des  
742 enfants, soigner des proches, s'occuper du ménage - ce travail est précieux et  
743 central pour le bon fonctionnement de la société. Mais il est loin d'être  
744 suffisamment reconnu dans le système de retraite actuel et cela doit changer.  
745 Nous demandons un renforcement de l'AVS par la reconnaissance financière du  
746 travail de care non rémunéré et l'abolition des 2e et 3e piliers, qui favorisent  
747 l'injustice sociale. En lieu et place, il faut introduire une retraite populaire  
748 qui valorise également le travail du care non rémunéré et qui permette de vivre  
749 dignement à la retraite.

## 750 **Revendication 3 : Pour une semaine de 25 heures !**

751 Pour une grande partie de la population, il ne reste que peu de temps à côté du  
752 travail rémunéré pour assumer diverses autres obligations. Les activités de care  
753 classiques non rémunérées telles que la cuisine, les courses, le nettoyage et la  
754 lessive prennent beaucoup de temps et le travail d'assistance et d'éducation est  
755 difficilement compatible avec un emploi à plein temps. Les structures actuelles  
756 du travail salarié, comme la semaine de 42 heures, ne sont pas axées sur les  
757 besoins des personnes, mais sur le fait que, dans une famille traditionnelle,  
758 pratiquement tout le travail du care est effectué par la femme sans rémunération  
759 et que la famille vit du salaire de l'homme. Cette conception était et reste  
760 exploitante et nuit à la santé des salarié·es. Par le passé déjà, de nombreuses

761 familles ne pouvaient pas vivre d'un seul revenu salarial ; avec les salaires  
762 réels d'aujourd'hui, cela n'est pas une option pour beaucoup de ménages, et une  
763 grande partie des femmes exercent également un travail salarié. Mais la charge  
764 du travail de care existe toujours - la double charge du travail du care  
765 rémunéré et non rémunéré se renforce donc pour de nombreuses femmes. Celles qui  
766 en ont les moyens sous-traitent une partie des tâches ménagères et des soins,  
767 généralement à d'autres personnes FLINTA moins privilégiées.  
768 Cette situation est particulièrement choquante, étant donné que la société est  
769 de plus en plus productive et efficace. Malgré cela, la charge de travail de la  
770 population active ne diminue pas. Pourtant, il serait aujourd'hui possible  
771 d'introduire sans problème une semaine de travail de 25 heures de travail  
772 rémunéré. Mais pour cela, il faut que les gains de productivité soient utilisés  
773 pour le bien de l'ensemble de la population et que les personnes soient placées  
774 au centre de l'économie - et non le profit de quelques-uns. Nous voulons une  
775 société dans laquelle nous avons du temps pour nos proches, notre engagement et  
776 nous-mêmes, et pas seulement pour nos employeuse·eurs. La semaine de 25 heures  
777 rompt avec l'obligation de maximisation et donne au travail du care la place,  
778 l'importance et le temps qu'il mérite. Elle permet également d'avoir plus de  
779 temps pour le travail du care, comme le travail domestique et la garde des  
780 enfants, et de le répartir plus équitablement.

781

782 **Sous-thème 1 : Lutter efficacement contre les violences**  
783 **patriarcales et la discrimination!**

784 Pratiquement toutes les personnes FLINTA subissent des formes de violence  
785 sexualisée au cours de leur vie. Il s'agit entre autres du harcèlement sexuel,  
786 de la violence sexiste et de la violence domestique. Il s'agit d'un problème  
787 structurel qui doit être combattu à différents niveaux. En plus du travail de  
788 prévention et d'éducation, il est également nécessaire de développer massivement  
789 les offres de protection, de conseil et de soutien pour les personnes de toutes  
790 les identités de genre. L'offre d'hébergement pour les personnes touchées par la  
791 violence domestique et patriarcale doit être davantage subventionnée et  
792 développée. Aujourd'hui, des personnes se voient régulièrement refuser l'accès  
793 aux refuges pour femmes et aux maisons d'accueil par manque de place et de  
794 ressources – cette situation n'est pas tenable et est contraire à la Convention  
795 d'Istanbul. Nous exigeons une augmentation massive du nombre de places et de  
796 ressources pour les maisons d'accueil et les offres de soutien pour les victimes  
797 de violences sexuelles, afin de permettre une aide gratuite, compétente et  
798 rapide. Ces refuges doivent être accessibles à toutes les personnes opprimées  
799 par le patriarcat, aux femmes et en particulier aux personnes TINA (personnes  
800 trans, inter, non binaires et agenres). Les personnes TINA n'ont aujourd'hui  
801 souvent à disposition que des possibilités de soutien insuffisantes - il faut  
802 s'assurer qu'elles reçoivent un soutien approprié.

803 Les formes de discrimination patriarcale s'expriment dans différentes sphères de  
804 la société, y compris dans la vie professionnelle. En Suisse, la majorité des  
805 femmes subissent du harcèlement sexuel sur leur lieu de travail au cours de leur  
806 vie. Les personnes trans sont également régulièrement exposées à des expériences  
807 de discrimination sur le lieu de travail en raison de leur identité de genre,  
808 contre lesquelles le droit en vigueur et les structures sociales ne les  
809 protègent pas suffisamment, car l'identité de genre n'est pas couverte par la  
810 norme antidiscriminatoire. Nous demandons des mesures de prévention pour lutter  
811 contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail et une protection  
812 conséquente contre la discrimination qui protège les personnes FLINTA et en  
813 particulier les personnes trans contre la discrimination et le licenciement  
814 arbitraire sur le lieu de travail.

## 815 **Sous-thème 2 : Une éducation moderne et inclusive**

816 L'éducation est l'un des moyens les plus efficaces pour les enfants et les  
817 adultes de devenir des personnes autonomes et empathiques. Elle constitue une  
818 partie importante du travail de prévention visant à démanteler les structures  
819 patriarcales. Pour répondre à cette exigence, l'éducation doit être adaptée en  
820 permanence et prendre en compte les réalités de vie des personnes. Nous  
821 demandons une éducation à la santé sexuelle non discriminatoire et universelle.  
822 L'éducation ne doit pas être axée sur le système binaire des genres et des sexes  
823 ! Les cours d'éducation sexuelle doivent montrer la réalité de la diversité des  
824 genres et des sexes. L'intersexualité et les identités transgenres doivent être  
825 abordées ouvertement et sans préjugés. De même, la formation du personnel  
826 médical spécialisé doit supprimer l'accent mis sur la binarité et aborder les  
827 sujets de l'intersexualité et des identités transgenres.  
828 Consentement : dans le cadre des cours d'éducation sexuelle, les élèves doivent  
829 être sensibilisés au fait que chaque personne a le droit de fixer ses propres  
830 limites et que les actes sexuels ne peuvent avoir lieu qu'avec le consentement  
831 de toutes les personnes concernées.  
832 Prévention et thématization de la violence sexuelle : pour lutter contre la  
833 violence sexuelle, il est essentiel d'aborder le sujet de manière sensible et  
834 ouverte. L'éducation a un grand potentiel de prévention dans ce domaine. Outre  
835 le fait de thématizer le consentement, les élèves et les apprenti·es doivent  
836 également être informé·es de manière proactive de leurs droits et des offres de  
837 conseil existantes. Ces informations et offres de soutien doivent également être  
838 rendues visibles et accessibles à l'ensemble de la société.

## 839 **Sous-thème 3 : Protection contre la discrimination et** 840 **autodétermination médicale** 841

842 Les structures de discrimination patriarcales existent également dans le domaine  
843 de la médecine. On y trouve une forme d'interprétation de l'androcentrisme, une  
844 vision qui considère les hommes comme la norme et la référence. Un système de  
845 genre patriarcal et binaire prédomine également. Cela conduit entre autres à la  
846 pathologisation des identités et des corps trans et à l'existence d'un « gender  
847 data gap » (manque de données liées au genre) qui fait que les symptômes des  
848 maladies ou les effets de certains médicaments sur les femmes ne sont pas  
849 suffisamment étudiés. Il est nécessaire d'élargir la recherche médicale dans le  
850 domaine de la médecine de genre afin de combler ces lacunes. Les personnes  
851 intersexes sont également fortement menacées dans leur autodétermination. Des  
852 opérations de changement de sexe sur des bébés intersexes sont encore  
853 entreprises aujourd'hui, bien que dans la plupart des cas, il n'y ait aucune  
854 nécessité médicale. Ces opérations, qui ne peuvent pas être effectuées avec le  
855 consentement des personnes concernées lorsqu'elles sont encore des nourrissons  
856 ou des enfants en bas âge, entraînent souvent de graves conséquences. Nous  
857 demandons l'interdiction des opérations de changement de sexe sur les bébés  
858 intersexes ainsi que des conseils de spécialistes. Les personnes intersexes  
859 doivent avoir accès, à leur demande, à des traitements médicaux qui doivent être  
860 entièrement pris en charge par l'assurance maladie.

861 **Sous-thème 4 : Egalité salariale, salaire minimum national**  
862 **de 5000.- et amélioration des conditions de travail !**

863 L'égalité salariale est certes inscrite dans la Constitution, mais les chiffres  
864 montrent que nous en sommes encore loin dans la réalité. Les personnes FLINTA  
865 gagnent à ce jour près d'un cinquième de moins que les hommes et en moyenne  
866 19,5% de moins par heure de travail. Une partie des facteurs à l'origine de  
867 l'inégalité salariale sont qualifiés de « facteurs explicables ». Parmi eux, la  
868 position professionnelle, la formation et le secteur d'activité. Mais les  
869 facteurs explicables reposent également sur le désavantage historique et la  
870 discrimination économique des personnes FLINTA. Le désavantage historique  
871 comprend notamment le fait que les professions qui, traditionnellement, sont  
872 surtout exercées par des personnes FLINTA, sont moins bien rémunérées et peu  
873 organisées sur le plan syndical. Cela complique énormément la lutte contre les  
874 mauvaises conditions de travail dans ces professions et branches. Des  
875 améliorations concrètes des conditions de travail et des salaires plus élevés  
876 sont donc nécessaires, en particulier dans ces branches, comme les soins,  
877 l'assistance et la restauration. Selon l'Office fédéral de la statistique,  
878 environ 2/3 des travailleuse.s à bas salaire sont des femmes. Nous demandons  
879 l'introduction d'un salaire minimum national interprofessionnel de 5000 francs.  
880 Nous demandons en outre des mesures efficaces pour atteindre l'égalité  
881 salariale, notamment des contrôles systématiques des salaires, la transparence  
882 des salaires et des contrôles de la discrimination salariale.

883 **Sous-thème 5 : Développer les structures sociales du care**

884 Le travail du care est un travail central pour le bon fonctionnement de la  
885 société. En plus d'une réduction du temps de travail permettant d'investir  
886 davantage de temps dans le travail du care, il est également nécessaire de  
887 développer et de renforcer les structures du care dans l'ensemble de la société.  
888 Le travail du care doit également être considéré comme une partie du service  
889 public - des structures gratuites de garde d'enfants ainsi qu'un système de  
890 santé développé soulagent également les personnes qui fournissent dans le cadre  
891 privé une grande partie du travail d'assistance et de soins non rémunéré. Des  
892 projets tels que l'habitat intergénérationnel peuvent également contribuer à ce  
893 que les structures du care et le travail à fournir soient organisés de manière  
894 plus collective et répartis plus équitablement. Aujourd'hui, les professions du  
895 secteur du care, par exemple les soins ou la garde d'enfants, sont souvent  
896 soumises à des conditions de travail précaires. Nous demandons que la partie du  
897 travail de care qui est organisée dans le secteur formel soit également  
898 valorisée et rémunérée de manière appropriée. Pour cela, il faut investir  
899 massivement dans le système de santé, les structures d'accueil et la formation  
900 de personnel qualifié. Pour que le travail du care soit valorisé et rendu  
901 visible, il doit également être intégré dans notre représentation et notre  
902 recherche économique. Nous demandons à cet égard des chaires et des ressources  
903 dans les hautes écoles ainsi que la saisie statistique du travail du care  
904 rémunéré et non rémunéré et son intégration dans le produit intérieur brut.

- 905 • [Papier de position sur le travail du care](#)
  
- 906 • [Autodétermination sexuelle sans compromis pour toutes et tous !](#)
  
- 907 • [En suisse et partout dans le monde, pas de réforme des retraites sur le](#)  
908 [dos de 99%](#)
  
- 909 • [Non à la réforme de l'AVS sur le dos des 99%](#)
  
- 910 • [Continuons à défendre le droit à l'interruption de grossesse !](#)